

George Bush joue son va-tout

La démission de l'amiral Fallon relance les hostilités en Irak

(par Thierry Meyssan : <http://www.voltairenet.org/fr>)

Contrairement à ce qui a été écrit dans la presse dominante, l'amiral William Fallon n'a pas été limogé par ce qu'il s'opposait au président Bush à propos d'une attaque contre l'Irak. Il a démissionné de sa propre initiative après que l'accord qu'il avait négocié et conclu avec Téhéran, Moscou et Pékin ait été saboté par la Maison-Blanche. Le choix de l'administration Bush relance la guerre en Irak et expose gravement les GI's face à une Résistance désormais soutenue de l'extérieur sans retenue.

13 MARS 2008

Il était presque 22h GMT, mardi 11 mars 2008, lorsque le commandant en chef du Central Command, l'amiral William Fallon, annonça depuis l'Irak qu'il présentait sa démission. Immédiatement à Washington, le secrétaire à la Défense, son ami Robert Gates, dans une conférence de presse improvisée indiquait qu'il acceptait cette décision à regret. Dans les minutes qui suivirent, la rumeur d'une possible attaque états-unienne contre l'Irak se répandit partout dans le monde. En effet, la démission de l'amiral aurait été exigée par la Maison-Blanche à la suite de la publication d'un reportage par le mensuel *Esquire* [1] rapportant des propos « francs » de l'officier à propos du président Bush. Or, dans le même article, on pouvait lire qu'un renvoi de l'amiral marquerait le signal ultime de la guerre.

Pourtant, cette interprétation est erronée. Elle ignore l'évolution du rapport de forces à Washington. Pour comprendre ce qui est en jeu, revenons un instant en arrière. Nos lecteurs, qui ont été régulièrement informés dans nos colonnes des débats en cours à Washington, se souviendront des menaces de démission de Fallon [2], de la mutinerie des officiers supérieurs [3], des dessous d'Annapolis [4], et de l'infiltration de l'OTAN au Liban [5] que nous avons rapportés dans ces colonnes avant tout le monde ; des révélations qui ont été contestées lors de leur publication et qui sont aujourd'hui largement attestées. Nous ajouterons ici des informations inédites sur les négociations conduites par Fallon..

Le Plan Fallon

Alors que l'establishment états-unien avait approuvé l'entrée en guerre contre l'Irak dans l'espoir d'en tirer de substantiels profits économiques, il a progressivement déchanté. Cette opération génère des coûts directs et indirects démesurés, mais ne rapporte qu'à quelques uns. Dès 2006, la classe dirigeante s'est inquiétée de mettre fin à cette aventure. Elle contestait à la fois le surdéploiement des troupes, l'isolement diplomatique grandissant, et l'hémorragie financière. Elle trouva son expression à travers le rapport Baker-Hamilton qui condamnait le projet de remodelage du Grand Moyen-Orient, et préconisait un retrait militaire d'Irak coordonné avec un rapprochement diplomatique avec Téhéran et Damas.

Sous cette amicale pression, le président Bush fut contraint de limoger Donald Rumsfeld et de le remplacer par Robert Gates (lui-même membre de Commission Baker-Hamilton). Un groupe de travail bipartisan —la Commission Armitage-Nye— fut mis en place pour définir de manière consensuelle une nouvelle politique. Mais il s'avéra que le tandem Bush-Cheney n'avait pas renoncé à ses projets et utilisait ce groupe de travail pour endormir ses rivaux tout en continuant à fourbir ses armes contre l'Irak. Coupant court à ces manœuvres, Gates donna carte blanche à un groupe d'officiers supérieurs qu'il avait fréquenté à l'époque de Bush père. Ceux-ci publièrent, le 3 décembre 2007, un rapport des agences de renseignement discréditant le discours mensonger de la Maison-Blanche sur le prétendue menace iranienne. En outre, ils tentèrent d'imposer au président Bush un rééquilibrage de sa politique proche-orientale au détriment d'Israël.

L'amiral William Fallon exerce une autorité morale sur ce groupe —incluant l'amiral Mike McConnell (directeur national du renseignement), le général Michael Hyden (directeur de la CIA), le général George Casey (chef d'état-major de l'armée de terre), et plus tard l'amiral Mike Mullen (chef-d'état-major interarmes)—. Homme de sang froid, doué d'une brillante intelligence, il est l'un des derniers grands patrons des forces armées à avoir servi au Vietnam. Préoccupé par la multiplication des théâtres d'opération, par la dispersion des forces et l'épuisement des troupes, il a ouvertement contesté un leadership civil dont la politique ne peut conduire les États-Unis qu'à la défaite.

Dans le prolongement de cette mutinerie, ce groupe d'officiers supérieurs fut autorisé à négocier une sortie de crise honorable avec l'Irak et à préparer un retrait d'Irak. Selon nos sources, ils imaginèrent un accord en trois volets :

- 1. Les États-Unis feraient adopter par le Conseil de sécurité une dernière résolution contre l'Irak pour ne pas perdre la face. Mais cette résolution serait vide et Téhéran s'en accommoderait.
- 2. Mahmoud Ahmadinejad se rendrait en Irak où il affirmerait les intérêts régionaux de l'Irak. Mais ce voyage serait purement symbolique et Washington s'en accommoderait.
- 3. Téhéran pèserait de toute son influence pour normaliser la situation en Irak, et faire passer les groupes qu'il soutient de la résistance armée à l'intégration politique. Cette stabilisation permettrait au Pentagone de retirer ses troupes sans défaite. En contrepartie, Washington cesserait son soutien aux groupes armés de l'opposition iranienne, notamment aux Moujahidines du peuple.

Toujours selon nos sources, Robert Gates et ce groupe d'officiers, encadrés par le général Brent Scowcroft (ancien conseiller national de sécurité), sollicitèrent l'aide de la Russie et de la Chine pour appuyer ce processus. D'abord perplexes, Moscou et Pékin s'assurèrent de l'assentiment forcé de la Maison-Blanche avant de répondre positivement, soulagés d'éviter un conflit incontrôlable.

Vladimir Poutine prit l'engagement de ne pas profiter militairement du retrait US, mais exigea qu'on en tire les conséquences politiques. Il fut donc convenu que la conférence d'Annapolis accoucherait d'une souris, tandis qu'une conférence globale sur le Proche-Orient serait organisée à Moscou pour débloquer les dossiers que l'administration Bush n'avait cessé d'envenimer.

De même Poutine accepta de faciliter le compromis irano-US, mais s'inquiéta d'un Iran trop fort à la frontière méridionale de la Russie. À titre de garantie, il fut convenu que l'Irak accepterait ce qu'il avait toujours refusé : de ne pas fabriquer seul son combustible nucléaire.

Les négociations avec Hu Jintao furent plus complexes, car les dirigeants chinois étaient choqués de découvrir à quel point l'administration Bush leur avait menti à propos de la prétendue menace iranienne. Il fallait donc d'abord rétablir la confiance bilatérale. Heureusement, l'amiral Fallon, qui il y a peu encore commandait le PacCom (zone Pacifique), entretenait des relations de courtoisie avec les Chinois. Il fut convenu que Pékin laisserait passer une résolution anti-iranienne formelle au Conseil de sécurité, mais que la formulation de ce texte n'entraverait aucunement le commerce sino-iranien.

Le sabotage

Au premier abord, tout sembla fonctionner. Moscou et Pékin acceptèrent de jouer les figurants à Annapolis et de voter la résolution 1803 contre l'Irak. Tandis que le président Ahmadinejad savoura sa visite officielle à Bagdad où il rencontra en secret le chef d'état-major interarmes US, Mike Mullen, pour planifier la baisse de la tension en Irak. Mais le tandem Bush-Cheney ne s'avouait pas vaincu. Il sabota dès qu'il le put cette mécanique bien huilée.

Premièrement, la conférence de Moscou disparut dans les sables mouvants des mirages orientaux avant même d'avoir existé. Deuxièmement, Israël se lança à l'assaut de Gaza et l'OTAN déploya sa flotte au large du Liban de manière à relancer l'embrasement général du Grand Moyen-Orient, alors que Fallon s'efforçait d'éteindre les foyers d'incendie un à un. Troisièmement, la Maison-Blanche, habituellement si prompte à sacrifier ses employés, refusa de lâcher les Moujahidines du peuple.

Exaspérés les Russes massaient leur flotte au sud de Chypre pour surveiller les bâtiments de l'OTAN et envoyaient Sergeï Lavrov en tournée au Proche-Orient avec mission d'armer la Syrie, le Hamas et le Hezbollah pour rééquilibrer le Levant. Tandis que les Iraniens, furieux d'avoir été abusés, encourageaient la Résistance irakienne à casser du GI's.

Voyant ses efforts réduits à néant, l'amiral Fallon démissionnait, seul moyen pour lui de conserver à terme son honneur et sa crédibilité face à ses interlocuteurs. L'interview d'*Esquire*, publié deux semaines plus tôt, n'est ici qu'un prétexte.

L'heure de vérité

Dans les trois prochaines semaines, le tandem Bush-Cheney va jouer son va-tout en Irak en faisant parler les armes. Le général David Petraeus, poussera à l'extrême son programme de contre-insurrection de manière à se présenter victorieux devant le Congrès, début avril. Simultanément, la Résistance irakienne, désormais soutenue à la fois par Téhéran, Moscou et Pékin, va multiplier les embuscades et chercher à tuer le maximum d'occupants.

Il appartiendra alors à l'establishment états-unien de tirer les conclusions du champ de bataille. Soit il jugera les résultats de Petraeus sur le terrain acceptables et le tandem Bush-Cheney terminera son mandat sans encombres. Soit, pour éviter le spectre de la défaite, il lui faudra sanctionner la Maison-Blanche et reprendre d'une manière ou d'une autre les négociations que l'amiral Fallon avait conduites.

Simultanément, Ehud Olmert interrompra les négociations initiées avec le Hamas via l'Égypte. Il chauffera la région jusqu'à la visite du président Bush en mai.

Cette fièvre régionale devrait redynamiser le dispositif Bush, qu'il s'agisse des investissements dans le domaine militaro-industriel du fonds Carlyle, dont la branche immobilière est au bord de la faillite, ou de la campagne électorale de John McCain.

Vu de Washington, faut-il continuer à sacrifier la vie des GI's pour une guerre qui a déjà coûté 3 trilliards de dollars et faire haïr les États-Unis même par leurs plus fidèles partenaires alors qu'elle n'a rapporté qu'à quelques sociétés détenues par le clan Bush et ses amis ?

Thierry Meyssan

Analyste politique, fondateur du Réseau Voltaire. Dernier ouvrage paru : *L'Effroyable imposture 2* (le remodelage du Proche-Orient et la guerre israélienne contre le Liban)

[1] « The Man Between War and Peace » par Thomas P.M. Barnett, *Esquire*, mars 2008.

[2] « La Maison-Blanche sacrifiera-t-elle la Ve flotte pour justifier la destruction nucléaire de l'Iran ? », par Michael Salla, *Réseau Voltaire*, 18 novembre 2007.

[3] « Washington décrète un an de trêve globale », par Thierry Meyssan, et « Pourquoi McConnell a-t-il publié le rapport sur l'Iran ? », *Réseau Voltaire*, 3 et 17 décembre 2007

[4] « La 'solution à deux États' sera bien celle de l'apartheid », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 13 janvier 2008.

[5] « La discrète arrivée de l'OTAN au Liban », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 10 mars 2008.